Le Conseil,

Vu le rapport du 15 mars 2000, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Les berges de la rive gauche du Rhône, situées entre le pont Morand et la piscine, sont occupées par un parc public de stationnement d'environ 1 500 places. L'occupation du domaine fluvial géré par l'établissement national Voies navigables de France (VNF) avait fait l'objet d'une autorisation temporaire consentie à la société Lyon Parc Auto, depuis juillet 1992. Cette autorisation d'occupation temporaire qui a pris fin au 31 décembre 1999 a été prolongée jusqu'au 30 juin 2000.

La charte de partenariat, signée le 3 mars 1997 entre VNF et la Communauté urbaine, prévoit de réaliser, sur le site des berges du Rhône, un aménagement paysagé qui permette de mettre à disposition du public un espace de détente et de promenade en centre-ville. Cet aménagement serait réalisé par phases et réduirait ainsi progressivement, à partir de 2002, le nombre de places de stationnement qui pourront se reporter sur des parcs en ouvrage, notamment sur celui que vous avez approuvé dans le secteur de la fosse aux Ours.

Dans ce cadre, le recours à une procédure de délégation de service public a été décidé par votre assemblée, par délibération en date du 8 juillet 1999, pour confier l'exploitation du parc de stationnement sous la forme d'un affermage, d'une durée de cinq ans reconductible deux fois une année.

Par ailleurs, une convention d'occupation temporaire du domaine public serait conclue directement entre Voies navigables de France et la Communauté urbaine, en sa qualité d'autorité organisatrice du service public de stationnement.

Cette convention prendrait effet au 1^{er} juillet 2000 pour couvrir la durée d'exploitation prévue dans la procédure de délégation de service. La redevance à verser à VNF, identique à celle que versait la société Lyon Parc Auto, serait de 687,28 F indexée tous les ans sur la base de l'indice du coût de la construction, soit, pour 1 500 places, un coût annuel de base de 1 030 920 F. Il convient de préciser que la réduction du nombre de places, visé plus haut, réduirait d'autant le montant de la redevance. Elle serait intégralement répercutée à la charge du délégataire qui serait choisi, conformément à la procédure engagée ;

B - Propose de délibérer comme suit ;

Vu ladite convention ;

Vu l'autorisation temporaire consentie à la société Lyon Parc Auto en juillet 1992 ;

Vu la charte de partenariat avec l'établissement national Voies navigables de France signée le 3 mars 1997 ;

Vu sa délibération en date du 8 juillet 1999 ;

Oùï l'avis de ses commissions déplacements et voirie et finances et programmation ;

Oùï l'intervention de monsieur le rapporteur précisant que, compte tenu des délais nécessaires à la bonne exécution de la procédure de délégation de service public, engagée à la suite de la délibération du 8 juillet 1999, le choix du délégataire ne pourra être fait qu'au cours de la séance du 10 juillet 2000. En conséquence, il a été demandé à Voies Navigables de France de reporter la date d'effet de la convention d'occupation temporaire au 1^{er} septembre 2000 au lieu du 1^{er} juillet 2000.

Il a donc lieu de modifier ce qui suit :

1° - le dernier alinéa du 1^{er} paragraphe : "cette AOT qui a pris fin au 31 décembre 1999 a été prolongée jusqu'au 31 août 2000".

2° - le 1^{er} alinéa du 5° paragraphe : "Cette convention prendrait effet au 1^{er} septembre 2000 pour couvrir la durée d'exploitation prévue dans la procédure de délégation de service";

DELIBERE

1° - Accepte les modifications proposées par monsieur le rapporteur.

2° - Autorise monsieur le président à signer la convention jointe au dossier pour l'occupation temporaire du domaine public des berges de la rive gauche du Rhône à intervenir avec Voies navigables de France.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,